

PREFET DES CÔTES D'ARMOR  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX  
N°IC 2004/8648  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1°, 2170-2. de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1980, modifié le 27 janvier 2005, autorisant, au titre de l'installation classée « HERVIOU Roger », au lieu-dit « Toul Douce » en PLEVIN, l'exploitation d'un élevage avicole de 37800 coquelets - (*reprise par M. Christophe MARZIN – site vidé*) ;
- VU le récépissé de déclaration du 19 mars 1998, relatif à l'exploitation, au titre de l'installation classée « LE PICARD Yannick », au lieu-dit « Moulin du Guer » en MUR DE BRETAGNE, d'un élevage avicole de 20000 animaux équivalents (*poules pondeuses*) - (*reprise par M. Christophe MARZIN – site vidé*) ;

- VU l'arrêté préfectoral du 6 août 1998, modifié le 10 juillet 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « MARZIN Christophe », autorisant l'exploitation en GLOMEL au lieu-dit « Stang Jan Coz » d'un élevage avicole autorisé (*poules pondeuses*) soit 42000 animaux équivalents, avec la création d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures (rubrique 2170-2) ;
- VU l'arrêté du 25 août 2003 autorisant, au titre de l'installation classée « PRIGENT Théophile », un élevage avicole (*poulets de chair*) initialement sur 2 sites en LE MOUSTOIR (« Guénolé » et « Penlan/Penalan ») soit 54500 animaux équivalents, cheptel réduit (*suite à réduction volontaire d'effectifs sur le 2<sup>ème</sup> site de « Penlan » - désaffecté*) par le récépissé de déclaration du 15 octobre 2007, avec changement de production (*poulets de chair remplacés par des coquelets*) - (*reprise par M. Christophe MARZIN – site vidé*) ;
- VU la demande présentée le 11 mars 2009 par l'installation classée « **MARZIN Christophe** », sise au lieu-dit « Kerviguen » en MAEL CARHAIX, en vue de la restructuration externe d'un élevage avicole (*autorisé pour 42000 pl. animaux équivalents*) avec augmentation du cheptel (*après reprise et transfert des ateliers autorisés ou déclarés au nom de « PRIGENT Théophile » en LE MOUSTOIR, « LE PICARD Yannick » en MUR DE BRETAGNE, « HERVIOU Roger » en PLEVIN*) qui comprendra après projet 75496 poules pondeuses, avec mise à jour de la gestion des déjections (*contrat de reprise de fientes*), des constructions (*un nouveau poulailler pour 52500 poules pondeuses, un séchoir à fientes, ainsi que l'extension du hangar de stockage des fientes*) et le maintien de l'unité de fabrication d'engrais et supports de cultures [rubrique 2170], en GLOMEL au lieu-dit « Stang Jan Coz » (Sections ZS n° 127);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de GLOMEL – PAULE ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 10 février 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 février 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'implantation d'un bâtiment de l'élevage (*local de conditionnement des œufs*) se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, qui ont donné leur accord ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'HYERES ;
- CONSIDERANT qu'aucun périmètre de protection réglementaire n'est directement concerné ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de ROSTRENEN ;

CONSIDERANT qu'il s'agit de la reprise et du transfert de 3 élevages exploités en MUR DE BRETAGNE, PLEVIN et LE MOUSTOIR, dans le cadre d'une restructuration externe des cantons de MUR DE BRETAGNE et MAËL CARHAIX vers le canton de MAËL CARHAIX. Les sites sont situés en Z.E.S. et sont autorisés au titre de la réglementation I.C.P.E. La restructuration est autorisée par le contrôle des structures (*avis favorable du Contrôle des structures le 23 septembre 2008 pour les sites de MUR DE BRETAGNE et PLEVIN et le 3 février 2009 pour le site du MOUSTOIR*) et se fait hors bassin versant contentieux. Les élevages repris n'ont pas fait l'objet d'attribution d'azote ;

CONSIDERANT que l'exploitation regroupée, avant prélèvement, se situe entre une et deux fois le seuil EDEI : le prélèvement sera donc de 10 %, soit 1493 UN qui seront versées dans la réserve inter-cantonale. Il reste donc 13432 UN rapatriables ;

CONSIDERANT que le projet consiste à passer de 42000 à 75496 poules pondeuses (*système séchage*), ce qui est en adéquation avec la quantité d'azote rapatriable ;

CONSIDERANT que l'exploitation produira 30274 UN et 23177 UP2O5 qui seront reprises en intégralité par la société « TERRIAL » (*contrat de reprise du 9 février 2009*) et seront ensuite exportées dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par hectare ;

CONSIDERANT que M. MARZIN ne crée pas un site nouveau, il transforme un site existant en regroupant différents sites préexistants. Le rapatriement partiel de l'azote de trois autres élevages sur le site actuel aura pour effet l'arrêt de trois autres sites d'élevage, la baisse de la production d'azote, l'optimisation des moyens de production, la création d'un bâtiment respectant les meilleures techniques disponibles, notamment environnementales et du bien-être animal ;

CONSIDERANT que l'arrêt des trois sites susvisés (*produisent à eux trois 14925 kg d'azote - à comparer avec le rapatriement limité à 13432 UN sur le site de M. MARZIN*) va se traduire par une suppression totale des épandages correspondants sur les bassins versants de l'AULNE et du BLAVET ;

CONSIDERANT que le projet contribue à l'amélioration de la qualité de l'eau sur ces bassins versants, en limitant les risques de fuite de matière azotée vers les eaux lors des épandages ;

CONSIDERANT que le projet prévoit la création d'un nouveau poulailler pour 52500 poules pondeuses (*conforme aux normes bien-être 2012*), la construction d'un séchoir à fientes SECONOV, l'extension du hangar de stockage des fientes (*dimensionnement porté à 744 m<sup>2</sup> offrant ainsi une capacité de stockage de 8,5 mois*), ainsi que la mise à jour de la gestion des déjections de l'exploitation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

A - M. Christophe MARZIN, pétitionnaire, demeurant à MAEL CARHAIX au lieu-dit « Kerviguen », est autorisé au titre de l'installation classée sise en GLOMEL au lieu-dit « Stang Jan Coz » à exploiter en GLOMEL à la même adresse (section ZS n°141-143), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 75496 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 75496 poules pondeuses (*œufs de consommation*), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la production d'azote à 30274 kg par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 07 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après

**B** - Il est également donné acte à M. Christophe MARZIN de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 830 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

**ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES) :**

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

**2.1. AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DES BATIMENTS :**

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bûchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

**2.2. - SECURITE :**

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes (SECONOV) puis transfert dans un hangar de stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

#### 3.1 - INSTALLATION.

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42001.

3.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont : séchoir à fientes de type SECONOV

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'un hangar suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois.

Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

#### 3.2. - EXPLOITATION - ENTRETIEN.

##### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

##### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

##### 3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- a) Les quantités de fientes traitées ;
- b) Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place ;
- c) Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

#### 3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants/ Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

#### 3.3. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE.

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 830 tonnes de d'engrais organique par an soit 30 274 unités d'azote.

Les produits repris seront épanchés en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs ;
- b) les références de lot ;
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m<sup>3</sup> ;
- e) le nom du transporteur ;
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination*).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### ARTICLE 4 - BILAN DE FONCTIONNEMENT

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, le prochain devant être transmis au plus tard dans dix années à compter de la date du présent arrêté.

#### ARTICLE 5 - MTD

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### ARTICLE 6 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées suivantes :

- les arrêtés préfectoraux du 6 août 1998 et du 10 juillet 2006 (*site de GLOMEL*) ;
- les arrêtés préfectoraux du 13 octobre 1980 et du 27 janvier 2005 (*site de PLEVIN*) ;
- l'arrêté préfectoral du 25 août 2003 et le récépissé de déclaration du 15 octobre 2007 (*site du MOUSTOIR*) ;
- le récépissé de déclaration du 19 mars 1998 (*site de MUR DE BRETAGNE*).

#### ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de GLOMEL pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de GLOMEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

#### ARTICLE 9 -

*« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).*

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

*« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;*

*« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »*

#### ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de GLOMEL, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de PAULE – GLOMEL- LE MOUSTOIR - MUR DE BRETAGNE - PLEVIN.

SAINT-BRIEUC, le 21 AVR. 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Philippe de Gestas-Lespéroux